

**Accord départemental**

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE  
DES SALARIÉS NON CADRES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES  
(Orne)  
(19 juin 2009)**

(Étendu par arrêté du 8 décembre 2009,  
*Journal officiel* du 16 décembre 2009)

**AVENANT N° 1 DU 7 OCTOBRE 2014**

NOR : AGRS1497342M

Entre :

La FDSEA de l'Orne,

D'une part, et

Le SGA CFDT de l'Orne ;

L'UD CFE-CGC de l'Orne ;

L'UR CFTC-Agri de Basse-Normandie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Pour se mettre en conformité avec l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de l'accord départemental du 19 juin 2009. Certaines modifications prennent en compte les dispositions de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi.

**Article 1<sup>er</sup>**

Le premier alinéa du paragraphe « Garantie décès » de l'article 5 « Garanties » est modifié comme suit :

« En cas de décès d'un salarié, quelle que soit son ancienneté, l'organisme assureur verse, à la demande du ou des bénéficiaires, un capital décès égal à 100 % du salaire annuel brut tranche A et tranche B, majoré de 25 % du salaire annuel par enfant à charge (salaire annuel brut soumis à cotisations, perçu ou reconstitué, pendant les 12 derniers mois précédant le décès). En cas de décès avant 12 mois d'ancienneté, le capital décès est calculé sur la base du salaire moyen mensuel du salarié multiplié par 12 mois. »

## Article 2

Les dispositions « En cas de maladie professionnelle et d'accident du travail » du paragraphe « Garantie incapacité temporaire de travail » de l'article 5 « Garanties » sont modifiées comme suit :

« En cas de maladie professionnelle et d'accident du travail

Les salariés qui justifient de 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise bénéficieront à compter du premier jour d'arrêt d'une indemnisation en complément des indemnités journalières de la MSA leur garantissant 90 % du salaire brut tranche A et tranche B sous déduction des indemnités légales de la MSA.

La durée de versement de ces indemnités complémentaires est fonction des tranches d'ancienneté ci-après :

- supérieure ou égale à 6 mois et inférieure ou égale à 6 ans d'ancienneté : 30 jours ;
- supérieure à 6 ans et inférieure ou égale à 11 ans : 40 jours ;
- supérieure à 11 ans et inférieure ou égale à 16 ans : 50 jours ;
- supérieure à 16 ans et inférieure ou égale à 21 ans : 60 jours ;
- supérieure à 21 ans et inférieure ou égale à 26 ans : 70 jours ;
- supérieure à 26 ans et inférieure ou égale à 31 ans : 80 jours ;
- supérieure à 31 ans : 90 jours.

A l'issue de cette première période d'indemnisation et jusqu'à la fin de la perception des indemnités journalières versées par la MSA et au maximum pendant 1 095 jours, l'indemnisation se poursuit à hauteur de 80 % du salaire brut tranche A et tranche B sous déduction des indemnités journalières légales de la MSA. »

## Article 3

Les dispositions « En cas de maladie et d'accident de la vie privée » du paragraphe « Garantie incapacité temporaire de travail » de l'article 5 « Garanties » sont modifiées comme suit :

« En cas de maladie et d'accident de la vie privée

Les salariés qui justifient de 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise bénéficieront à compter du 8<sup>e</sup> jour d'arrêt d'une indemnisation en complément des indemnités journalières de la MSA leur garantissant 90 % du salaire brut tranche A et tranche B sous déduction des indemnités légales de la MSA.

En outre, les salariés nouvellement embauchés dans une entreprise relevant du champ d'application de l'accord, ayant acquis préalablement le bénéfice de la garantie dans une autre entreprise relevant du champ d'application de l'accord, font l'objet d'un transfert de leurs droits acquis, dès lors que leur embauche intervient au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de leur contrat de travail précédent.

La durée de versement de ces indemnités complémentaires est fonction des tranches d'ancienneté ci-après :

- supérieure ou égale à 6 mois et inférieure ou égale à 6 ans d'ancienneté : 30 jours ;
- supérieure à 6 ans et inférieure ou égale à 11 ans : 40 jours ;
- supérieure à 11 ans et inférieure ou égale à 16 ans : 50 jours ;
- supérieure à 16 ans et inférieure ou égale à 21 ans : 60 jours ;
- supérieure à 21 ans et inférieure ou égale à 26 ans : 70 jours ;
- supérieure à 26 ans et inférieure ou égale à 31 ans : 80 jours ;
- supérieure à 31 ans : 90 jours.

A l'issue de cette première période d'indemnisation et jusqu'à la fin de la perception des indemnités journalières versées par la MSA et au maximum pendant 1 095 jours, l'indemnisation se

poursuit à hauteur de 80 % du salaire brut tranche A et tranche B sous déduction des indemnités journalières légales de la MSA. »

#### Article 4

Le premier alinéa du paragraphe « Garantie incapacité permanente professionnelle » de l'article 5 « Garanties » est modifié comme suit :

« Les salariés qui justifient de 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise bénéficieront, en cas d'incapacité permanente de travail résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, correspondant à un taux d'incapacité permanente égal ou supérieur à 2/3, d'une rente complémentaire versée chaque mois égale à 20 % du salaire mensuel brut de référence. Le salaire mensuel brut de référence est égal à 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail ou du salaire moyen mensuel brut calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci à moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise. »

#### Article 5

L'article 7.1 « Assiette » est complété par l'alinéa suivant :

« Pour les dispositions du présent accord, la condition d'ancienneté prévue pour chaque garantie est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert l'ancienneté requise. »

#### Article 6

L'article 7.2 « Taux de cotisations et répartitions » est modifié comme suit :

« Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations, comprenant l'assurance des charges sociales patronales, destinées au financement des garanties définies à l'article 5 est ainsi fixé :

– 1,50 % tranche A/tranche B.

Ce taux global est réparti comme suit :

– 65 % à la charge des employeurs, soit 0,97 % ;

– 35 % à la charge des salariés, soit 0,53 %.

#### Détail des cotisations par garantie et répartition employeur-salarié

*(En pourcentage.)*

GARANTIE	EMPLOYEUR	SALARIÉ	ENSEMBLE
Décès	0,37		0,37
Incapacité temporaire de travail :			
– maintien de salaire	0,41		0,94
– relais maintien de salaire		0,53	
– cotisation assurance charges sociales patronales	0,15		0,15
Incapacité permanente de travail d'origine professionnelle	0,04		0,04
Total	0,97	0,53	1,50

Les cotisations décès sont dues dès le premier jour d'embauche. Les cotisations incapacité temporaire et permanente de travail sont appelées après 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise ou en cas de transfert des droits acquis faisant suite à une nouvelle embauche intervenant au plus tard dans les 3 mois qui suivent la fin du contrat de travail du salarié. »

## Article 7

L'article 7.4 « Suspension du contrat de travail » est modifié comme suit :

« En cas de suspension du contrat de travail ne donnant pas lieu au paiement d'un salaire par l'employeur et intervenant après la date d'affiliation au régime et pour une autre cause que l'arrêt de travail, les garanties prévues en cas de décès peuvent continuer à être accordées, sous réserve que l'intéressé en fasse la demande auprès de l'organisme assureur et qu'il règle la totalité de la cotisation correspondante.

En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès et incapacité permanente professionnelle sont maintenues sans versement de cotisation pour tout mois complet civil d'absence.

Si l'absence est inférieure à 1 mois, la cotisation est calculée sur le salaire et/ou complément de salaire versé par l'employeur. »

## Article 8

Est créé un article 7.5 « Portabilité », rédigé comme suit :

« Article 7.5

*Portabilité*

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi (dispositions figurant pour information en annexe à l'avenant n° 1 du 7 octobre 2014).

Pour bénéficier de la portabilité des droits, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir à l'organisme gestionnaire, en plus des justificatifs demandés pour l'obtention des prestations, l'attestation de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

## Article 9

Les autres clauses de l'accord sont inchangées.

## Article 10

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires demandent son extension.

Il entrera en vigueur pour l'ensemble des employeurs et salariés compris dans son champ d'application au 1<sup>er</sup> janvier 2015 si l'arrêté d'extension est publié au *Journal officiel* avant le 31 décembre 2014, ou, à défaut, à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

L'article 8 sur la portabilité entrera en vigueur à la date d'entrée en vigueur des dispositions légales auxquelles cet article fait référence.

Fait à Alençon, le 7 octobre 2014.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

---

### **Dispositions légales sur la portabilité** (art. L. 911-8 du code de la sécurité sociale)

« Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1° Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2° Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3° Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4° Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5° L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6° L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail. »